

Symposium en ligne “Perturbateurs endocriniens : réduire l’impact sur notre santé”

Pour les Mutualités Libres, 2020 fut aussi l’occasion de sensibiliser l’opinion publique sur les risques liés aux perturbateurs endocriniens. Ces substances étrangères à l’organisme peuvent contribuer au développement de maladies telles que l’obésité, le diabète, certains cancers et problèmes de fertilité. C’est pourquoi, les Mutualités Libres ont organisé, le 19 novembre, un symposium entièrement digital sur ce thème. La question centrale était : comment les autorités peuvent-elles protéger les citoyens, de l’exposition aux perturbateurs endocriniens ?

Orateurs

Alain Maron, ministre bruxellois de l’Environnement, a ouvert l’événement en soulignant la nécessité d’une action gouvernementale pour lutter contre les effets néfastes des perturbateurs endocriniens.

Xavier Brenez, directeur général des Mutualités Libres, a présenté les résultats d’une enquête menée auprès de 1.000 Belges. Il en ressort que 48 % ne savent pas ce qu’est un perturbateur endocrinien. Les Belges sont aussi à peine conscients que les pesticides, certains emballages, les produits d’hygiène personnelle, les jouets et les casseroles avec un revêtement

antiadhésif sont nocifs pour leur santé. L’étude a souligné le rôle crucial des mutualités dans la sensibilisation et l’information de la population.

Sandrine Jouan, experte toxicologie auprès du SPF Santé publique, a donné un aperçu du plan d’action national en matière de perturbateurs endocriniens. Elle a souligné qu’il reste beaucoup de chemin à parcourir avant d’arriver à un discours harmonisé et que le réseau d’acteurs doit encore s’étouffer.

Genon K. Jensen de HEAL (Health & Environment Alliance) a insisté sur la nécessité de sensibiliser le public aux effets des perturbateurs endocriniens sur notre santé. Son alliance de

Le symposium en un coup d’œil

- Événement 100 % virtuel avec enregistrements en studio et connexions via Zoom
- Plus de 400 participants
- Accréditation pour les médecins
- Experts nationaux et internationaux de premier plan dans le domaine des perturbateurs endocriniens
- Plusieurs articles publiés dans des médias de qualité



10 CONSEILS POUR ÉVITER LES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS DANS ET AUTOUR DE VOTRE MAISON

POURQUOI SOMMES-NOUS TOUS CONCERNÉS ?

Les perturbateurs endocriniens sont des substances chimiques qui ne sont pas produites par le corps humain et qui perturbent le fonctionnement de notre système hormonal. Ils peuvent avoir des effets néfastes sur la santé. Les enfants, les adolescents et les femmes enceintes y sont particulièrement vulnérables.

CONSEIL 1

Epluchez vos fruits et légumes (s'ils ne sont pas biologiques).

CONSEIL 2
Limitez l'utilisation des pesticides dans votre jardin et votre maison.

CONSEIL 3

Lavez vos nouveaux vêtements avant de les utiliser. Évitez les labels "anti-odeurs" ou "antibactérien".



CONSEIL 4

Évitez autant que possible les produits d'entretien parfumés, les désodorisants et les parfums.



CONSEIL 5

Si vous êtes enceinte, limitez l'utilisation de cosmétiques, lotions, teintures pour les cheveux et vernis à ongles et n'utilisez pas de produits contenant des phtalates et des parabènes.



CONSEIL 6

Aérez votre maison pendant 10 minutes, 1 à 2 fois par jour.

CONSEIL 7
Nettoyez avec des chiffons humides et déposez-les régulièrement. Essayez d'utiliser des produits portant un écolabel européen.

CONSEIL 8

Évitez les aliments emballés dans du plastique portant le code de recyclage 3, 6 ou 7, car ils peuvent contenir des phtalates ou d'autres substances potentiellement dangereuses.



CONSEIL 9

Ne réchauffez jamais d'aliments dans des récipients en plastique.

CONSEIL 10

Remplacez vos casseroles et poêles antiadhésives lorsqu'elles sont endommagées.

Plus d'info : www.mloz.be



groupes environnementaux, d'organisations de santé et d'associations de patients pèse sur la politique européenne. HEAL milite pour l'interdiction de ces produits dans les biens de consommation, les cosmétiques ou les jouets. Elle préconise également l'utilisation de mentions sur les étiquettes et de labels. Selon HEAL, le Green Deal européen offre des opportunités "en vue d'une société non toxique".

Un débat passionnant

Il est apparu lors du débat auquel ont participé Genon K. Jensen (HEAL), le professeur Greet Schoeters (UAntwerpen), le Dr Pauluis (SSMG) et Martine Röhl (SPF) qu'il n'existe toujours pas de critères clairement acceptés pour les perturbateurs endocriniens. D'ailleurs, les tests permettant de les identifier font toujours défaut. Seul 1 % des 140.000 substances a été testé. Autre fait marquant : les perturbateurs endocriniens ne sont pratiquement pas abordés pendant la formation universitaire des médecins. Il reste donc beaucoup d'efforts à réaliser pour vulgariser et diffuser les informations et messages à destination du grand public. Les membres du panel étaient d'accord pour affirmer que tous les niveaux politiques (régional, national et européen) doivent interagir.

Ils ont plaidé en faveur d'une capacité de test plus élevée, d'une recherche scientifique plus poussée et d'une application du principe de précaution.

Cette responsabilité devrait-elle aussi être portée par la population ? Selon le professeur Schoeters, chacun devrait pouvoir être certain que les produits disponibles sur le marché sont sûrs. C'est la raison pour laquelle elle souligne la responsabilité des autorités et de l'industrie.

Les membres du panel étaient d'accord pour dire qu'un vent positif souffle en termes de politique et que la Belgique peut jouer un rôle de pionnier dans le domaine des perturbateurs endocriniens.

Conclusion

Catherine Ganzleben, experte à l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), a conclu l'événement en appelant à la protection de la santé et de l'environnement par une législation européenne cohérente et simplifiée sur les perturbateurs endocriniens. Elle a plaidé pour une identification des produits légalement réglementée et pour l'exclusion des produits nocifs. Elle a également souligné l'importance de fournir des produits de substitution et de rendre les informations plus accessibles aux citoyens.